

Échec à la reine : L'échiquier brésilien en 2016

*Une opinion de **Thierry Thomas** (que vous retrouverez également [sur son blog](#)) mise à jour au regard de l'actualité récente.*

L'actualité brésilienne est terriblement complexe à comprendre, surtout pour qui ne suit les événements que de loin et via les médias traditionnels européens. Il est difficile de vous donner toutes les sources dont je me suis servi pour rédiger les notes qui suivent. Cependant, vous pouvez en retrouver l'essentiel sur les sites repris en note de bas de page, outre, pour ce qui concerne les éléments institutionnels, Wikipedia (qui n'est pas une source en soi, mais une base de faits à vérifier)[1].

Le Brésil est-il au bord d'une dictature du prolétariat ?

Non. Je n'irai pas jusqu'à dire « malheureusement, non ». Cela dit, il est bon de renverser un certain nombre de certitudes locales. Certains canards méritent qu'on leur casse quelques pattes.

A l'écoute de la **RTBF[2]**, à la lecture de quotidiens belges en ligne, le gouvernement de Dilma Rousseff tendrait dangereusement vers une forme autoritaire et corrompue, alors que des millions de courageux citoyens seraient descendus dans la rue pour défendre l'action d'un juge fédéral, auquel certains vont jusqu'à s'associer sous le slogan « Nous sommes tous Sergio Moro ».

Or, si cela ressemble à la réalité, ça n'en a que l'apparence.

S'il est vrai que le gouvernement Dilma Rousseff est actuellement secoué par une série de scandales, **il faut savoir**

que la présidente elle-même n'est pas soupçonnée de quoi que ce soit, sinon de chercher à défendre son prédécesseur[3].

Par contre, on ne parle pas beaucoup des membres des différents partis qui composent sa majorité actuelle et qui eux sont pleinement éclaboussés par des accusations de **corruption**, concernant notamment l'entreprise semi-privée, semi-publique **Petrobras** ; **parmi les personnes concernées, en tête figure l'actuel président de la chambre des députés, Eduardo Cunha**, ennemi intime de la présidente, et qui barre systématiquement toute possibilité de changements de législation vers la gauche.

Le plus « cocasse », c'est que **nombre de ces personnages, députés, éclaboussés par l'opération judiciaire nommée « Lava-Jato »**[4], **se trouvent en première ligne pour demander l'impeachment de la présidente** (autrement dit, sa destitution « légale »).

Comment cela est-il possible ? Le gouvernement brésilien n'est-il pas de gauche.

Non. Il ne l'est pas. Il faut d'abord savoir que la présidente a beau avoir été élue au second tour avec plus de 50 pour-cent des voix exprimées, elle a dû, tout comme lors de son premier mandat, et tout comme son prédécesseur, Luis Inácio Lula da Silva, **s'allier avec plusieurs partis de droite dure**, le premier desquels étant le parti du vice-président, Michel Temer, mais aussi d'Eduardo Cunha, le PMDB[5].

Sur 23 ministres, le PT et le PMDB en comptent 5 chacun. Mais ils n'auraient pas encore la majorité à eux seuls. A gauche, seul le PCdoB compte un ministre, celui de la défense. Mais plusieurs autres partis sont également représentés dans le gouvernement : le PSD, le PDT, le PTB, le PROS et le PR, chacun comptant un ministre. Tous les autres ministres sont considérés « indépendants »[6].

Cette alliance entre le PT et ces partis qui se considèrent tous au centre, ou peu s'en faut, montre déjà que, tant Lula (qui eut jusqu'à 8 partis alliés dans son gouvernement lors de son premier mandat, le sien propre n'atteignant guère plus de 18 % des députés au parlement), que Dilma Rousseff, ou même leur parti ne peuvent guère être totalement responsabilisés pour la politique dans son ensemble, ni pour ses bons, ni pour ses mauvais côtés.

D'autant qu'il faut encore se rappeler deux choses :

-D'une part, **le Brésil est une fédération de 26 Etats, plus le District Fédéral de Brasilia, la capitale.** Les Etats disposent d'une vaste autonomie, d'un pouvoir qui réduit fortement celui de la République Fédérale. Nombre d'entre eux sont éclaboussés de scandales également.

Au sein des Etats, les mêmes partis actuellement au pouvoir au niveau fédéral sont parfois alliés, mais aussi souvent adversaires. Et, **parmi les alliés du PT, certains d'entre eux sont alliés avec le principal parti de l'opposition** : le PSDB. Ainsi, dans l'État d'Espírito Santo, le PMDB et le PSDB se partagent le gouvernement ; au Maranhão, le PCdoB, de gauche, est allié avec le PSDB, de droite ; dans le Mato Grosso, le gouvernement se partage entre le PSDB et le PSD. Toutes ces alliances au sein des Etats créent fatalement des tensions avec le gouvernement fédéral. Mais il est également vrai que l'appartenance à un parti, au Brésil, ne signifie pas que l'on suive une ligne politique déterminée nationalement. Et cela sera éclairé par le point suivant.

-Car, d'autre part, **les députés et sénateurs, quoique membres de partis, se distinguent surtout par leur appartenance à divers groupes d'intérêts.** Outre qu'ils sont en moyenne des hommes blancs d'une cinquantaine d'années et détenteurs d'un patrimoine d'un millions de reais[7], ils se caractérisent avant tout par leurs organes de financement, leur appartenance entrepreneuriale ou même leur religion.

Ainsi, les députés représentant le lobby agroalimentaire sont **153, sur 513 ; les entrepreneurs 207**. Sachant que seuls 69 députés sont du PT, on peut évaluer les difficultés qu'ils doivent avoir d'imaginer même proposer une réforme agraire ou une meilleure défense de l'environnement -si tant est d'ailleurs qu'ils le désirent, ce qui n'est pas souvent le cas[8].

« Golpe » ?

Il ne s'agit pas ici de défendre Dilma Rousseff ou son prédécesseur, mais de se rappeler que **la démocratie brésilienne est très jeune[9]. Les réflexes autoritaires sont très fréquents dans la société brésilienne.**

Une certaine nostalgie de l'époque où l'on ne remettait pas en question l'autorité des « colonels » locaux (chefs de réseaux de clientélisme) se reflète dans l'impunité dont jouissent encore les assassins des militants de gauche des régions rurales, par exemple, dans la découverte régulière de situations d'esclavages sur des latifundias ou dans le fait que la Police Militaire, principale force publique de l'État, est la police qui tue le plus au monde.

La gauche brésilienne n'est pas satisfaite de l'action des gouvernements Lula et Dilma, mais elle est consciente de la menace qui pèse sur le pays, et c'est elle notamment qui a appelé, le 18 mars, à un ensemble de manifestations, non pas tant pour « défendre le gouvernement Dilma » que pour appeler au respect des formes démocratiques[10].

En effet, lors des manifestations « jaunes et vertes », culminant le 13 mars, les slogans allaient parfois jusqu'à **l'appel à l'intervention militaire** (notons, par ailleurs, que jusqu'ici les forces militaires sont restées loyales au gouvernement, bien que la Police Militaire ait montré des signes de partialité dans son comportement vis-à-vis des

manifestants, agissant aux ordres du Gouverneur de l'État, et à São Paulo il s'agit de Geraldo Alckmin, sur lequel nous reviendrons plus loin ; la Police Civile, elle, répond aux ordres du Gouvernement Fédéral).

Mais que se passe-t-il alors ?

Depuis que le PT est au gouvernement, plusieurs groupes d'influence ont manifesté leur insatisfaction, voire leur frustration.

Les premiers de ces groupes sont les **médias** traditionnellement de droite, à commencer par la chaîne de télévision **Globo**, qui participa largement au maintien de la dictature et fut très longtemps l'obstacle principal à l'élection de Lula, contribuant entre deux feuillets à le ridiculiser au cours des campagnes électorales de 1988 à 2002.

Mais la **Globo** n'est pas seule : les journaux **O Globo**, **A Folha de São Paulo**, **O Estado de São Paulo**, les revues **Veja**, **Época** et **Istoé** se démarquent aussi par leur militantisme anti-PT[11].

Les rares médias « de gauche » ou indépendants sont peu diffusés et sous-financés. Ainsi le **CartaCapital** de l'éternel opposant démocrate Mino Carta ou le **Brasil de Fato**, ouvertement marxiste, par exemple. Peu diffusés, ils ne peuvent de toute façon pas lutter contre des chaînes de télévision privées conservatrices. Les chaînes de radio ne sont guère plus diversifiées[12].

S'il n'y avait que les médias... Mais les **gros entrepreneurs**, quoique choyés sous les gouvernements Lula-Dilma, se sont également ligüés contre les « affreux gauchistes » (pour rappel, Lula est un ancien syndicaliste et Dilma une ancienne militante communiste)[13]. Ainsi, en réaction à la nomination, certes discutable, de Lula comme ministre, **des fédérations**

d'entrepreneurs se sont ligués pour lancer un... appel à ne pas payer l'impôt fédéral. Ceci n'est rien d'autre qu'une **incitation à commettre un délit grave.** Sachant que la justice s'occupe activement du cas de Lula, ces syndicats patronaux tentent d'influer de manière totalement illégale sur la situation politique.

Et pourtant, ce n'est pas parce que Lula est devenu ministre qu'il échappera à la justice. Certes, il ne sera plus poursuivi par le même juge fédéral, Sergio Moro, lequel travaille avec la Police Fédérale, mais il existe au Brésil un tribunal spécial autorisé à juger des situations impliquant des ministres en exercice. Et ces juges du Tribunal Suprême Fédéral, bien que parfois nommés par Lula lui-même, ne lui sont pas spécialement favorables, contrairement à une série de rumeurs à ce sujet[14].

Le plus emblématique d'entre eux, Gilmar Mendes, nommé par l'alors président Fernando Henrique Cardoso en 2002, lui-même entaché de nombreuses irrégularités et soupçonné de « gentillesse » à l'égard de personnalités douteuses, a promis un traitement sans concession à Lula. Or il a été chargé de la plupart des dossiers "Lula". **Il n'y a donc aucune raison de penser que Lula échapperait à une éventuelle condamnation s'il devait être reconnu coupable.**

Les médias, les entrepreneurs... C'est tout ? Non.

Au sein du Congrès, **de nombreux députés**, y compris de sa majorité théorique, **menacent la présidente d'une procédure d'impeachment.** Ce qui signifie qu'elle risque la destitution si la procédure aboutit. Et pourtant, si l'on considère les causes juridiques de cette procédure, force est de reconnaître que le dossier ne la concerne... jamais[15]. Mais cela ne gêne pas ses opposants, dont nous avons déjà parlé, parmi lesquels beaucoup lui **reprochent d'avoir empêché la privatisation du**

Pre-Sal, ces champs pétrolifères récemment découverts et pour lesquels Dilma comptent bien que le Brésil, dans son ensemble, puisse profiter, à l'instar du Vénézuéla ou de la Norvège.

L'opposition du PSDB, José Serra[16] en tête, a déposé un contre-projet en 2015 pour renverser cette logique et compte bien l'appliquer si elle revient au pouvoir. On reproche aussi à Dilma dans les milieux financiers d'avoir réduit les possibilités de bénéfices dans les banques en jouant avec les taux d'intérêt jusque là hyper favorables aux « monnayeurs ».

Les médias conservateurs, les députés nostalgiques du « colonélisme », les grands entrepreneurs fatigués de devoir négocier leurs marchés privilégiés, et même les banques, cela fait déjà beaucoup... Mais **on ne peut s'empêcher de se demander s'il n'y a pas aussi derrière tout ça une petite influence extérieure**. Ce ne serait pas la première fois, sans même remonter jusqu'au coup d'État de 1964. Le gouvernement brésilien a déjà été bousculé pour sa « mauvaise gestion » de la forêt amazonienne, mais aussi pour son intrusion dans les dossiers iranien, syrien ou libyen, par exemple.

En effet, depuis Lula et notamment son excellent ministre des affaires étrangères, l'indépendant Celso Amorim, **le Brésil a cessé de figurer dans le « jardin » des USA**. Conscients de la force potentielle du Brésil en Amérique Latine, et de l'importance de l'Amérique Latine dans le monde, Lula et Celso Amorim ont initié une nouvelle manière de considérer la politique internationale, impliquant notamment le pays dans le mouvement des **BRICS**, avec la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud. Dilma, bien que plus modérément, a suivi la même ligne. Le PSDB, dans l'opposition depuis 2003, lui, s'était distingué pour son suivisme étatsunien durant la présidence de Fernando Henrique Cardoso.

Et ces manifestations, alors ?

Le 13 mars, nous avons pu assister à de nombreuses manifestations, impliquant en effet des centaines de milliers de personnes, peut-être trois millions de Brésiliens dans de nombreuses villes du pays[17]. Ces manifestants, généralement, apparaissaient sur les images, bien blancs, équipés de lunettes de soleils et habillés de jaune et de vert. Peu représentative de la société brésilienne, plus métissée dans son ensemble, faut-il le rappeler[18].

Rappelons que deux « manifestants » du 13 mars, Aécio Neves, sénateur du Minas Gerais, et Geraldo Alckmin, gouverneur de l'État de São Paulo, se faisaient l'écho du sentiment de dégoût pour la corruption... Or, l'un comme l'autre sont sujets à scandales. Alckmin est impliqué dans un honteux détournement de repas scolaires dans les écoles publiques, de prévarication dans le cadre du creusement du métro et de rapports peu avouables avec des chefs de gangs. Quant à Aécio Neves, il est soupçonné de détenir des fonds illégaux dans un paradis fiscal, de tremper dans des trafics d'influence à Minas Gerais, sans compter que l'un de ses proches amis se trouve empêtré dans une sombre affaire de drogue retrouvée dans... son hélicoptère personnel. Inutile de dire que de tous ces scandales touchant le PSDB, mais aussi le PMDB, les médias traditionnels parlent peu ces derniers temps[19].

Le héros de cette manifestation, le juge Sergio Moro, connu pour son action de « nettoyage » de corruption dans les entreprises de construction, venait de divulguer par voie de presse des « éléments de preuve » à charge contre Dilma et Lula, principalement un enregistrement de conversation téléphonique qui s'avéra, par lui-même, totalement illégal, car relevé hors de tout mandat. Non seulement il était illégal, mais en plus sa divulgation ne respectait pas le secret de l'instruction. Mais il y a plus : les éléments incriminant Lula et Dilma ne relevaient que de l'interprétation erronée de quelques mots lancés par Dilma. Moro l'a lui-même reconnu : il n'y a pas grand-chose dans ces

enregistrements. Autrement dit, **le juge fédéral a jeté de l'huile sur le feu de manière illégale et illégitime**. Mais, une fois l'huile versée, évidemment, le feu est difficile à éteindre. D'autant que les médias ne contribuent pas à remettre ces éléments dans l'ordre et le contexte adéquats.

Alors, pourquoi le juge fédéral a-t-il fait cela ? (23 mars 2016)

Note supplémentaire du 11 avril 2016: Rien de ce qui précède n'a perdu de sa pertinence. Les doutes à l'égard de l'action judiciaire de Sergio Moro sont de plus en plus étayers. Les grands pontes du PMDB négocient avec le PSDB la possibilité - et surtout les suites- de l'impeachment possible de Dilma Rousseff, qui n'est pourtant pas plus justifié en faits.

Cette procédure suit actuellement son cours, dans un contexte tumultueux, où le Congrès ne parvient pas à redorer son image[20]...

Les grands médias traditionnels, de la *Globo* aux revues nostalgiques de l'époque de l'esclavage, ne parviennent guère à se dépêtrer. Ils se disputent les appuis des figures politiques de l'opposition, accusent à tour de bras au fur et à mesure des rumeurs et des faits plus ou moins avérés, ne s'entendant que sur une chose: la promotion de l'impeachment et le discrédit du mouvement social qui s'y oppose.

De leur côté, les mouvements sociaux et les médias "dominés" sont nombreux et vivants au Brésil. Paradoxalement, donc, ce sont ces derniers, déçus par le PT, qui pourraient participer au sauvetage du gouvernement de Dilma Rousseff, même privée (de manière ambiguë) de son principal partenaire, le PMDB.

A suivre... de près!

Note du 12 avril : la Commission de l'Assemblée a voté la poursuite de la procédure d'Impeachment, dans une ambiance fiévreuse et dramatique. La plupart des députés ayant voté en

ce sens sont eux-mêmes visés par la fameuse « Opération Lava-Jato », dont ils espèrent la fin en cas de destitution de la présidente.

[1] –epoca.globo.com
–CartaCapital.com.br
–Le Monde Diplomatique et sa version brésilienne : Le Monde Diplomatique Brasil
–noticias.uol.com.br
–folha.uol.com.br
–globo.com
-des éléments de sites du parti Pcdob : pcdob.com.br.
–vermelho.com.br et opovo.com.br
–<https://theintercept.com/2016/03/18/o-brasil-esta-sendo-engolido-pela-corrupcao-da-classe-dominante-e-por-uma-perigosa-subversao-da-democracia/>
–brasildefato.com.br
-plusieurs amis brésiliens, témoins directs, acteurs et observateurs raisonnables et consciencieux, et effrayés de la perspective actuelle
-mes propres connaissances du Brésil, où j'ai vécu quatre ans et demi, et mon propre blog thitho.allmansland.net, bien que peu actualisé ces derniers temps.

[2] Une petite exception : cette « Opinion » de Laurent Delcourt: https://www.rtb.be/info/opinions/detail_bresil-les-ressorts-d-une-crise-politico-judiciaire?id=9256565. Mais l'article ne rentre guère dans le détail des circonstances telles que vous les trouverez ici.

[3] Or, même cette hypothèse, nous le verrons plus bas, n'est pas nécessairement correcte. Je pense personnellement que l'entrée de Lula dans le gouvernement est plus un coup tactique pour affaiblir le partenaire principal de la

coalition, le PMDB, afin de le forcer à rester au gouvernement. Mais cette note en bas de page est l'élément le plus conjecturel de cet article. Note du 11 avril 2016 : le coup tactique a en partie réussi, puisque la plupart des ministres PMDB sont restés au gouvernement jusqu'à ce jour.

[4] Note du 11 avril 2016: entre-temps Cunha a été éclaboussé, parmi bien d'autres, dans le scandale des Panama Papers.

[5] Il faut savoir qu'au cas où l'impeachment contre Dilma aboutirait, le président en exercice au Brésil serait Michel Temer et son vice-président Eduardo Cunha. Ca fait réfléchir. Note du 11 avril 2016: entre-temps, le PMDB a rompu officiellement avec le gouvernement, mais la plupart des ministres issus de ce parti, eux, par contre, sont restés au gouvernement. Par goût du pouvoir? Difficile à dire, surtout au vu de la position du PMDB devant le vote en commission chargée de lancer ou d'arrêter la procédure d'Impeachment.

[6] Quelques indépendants sont considérés plus ou moins proches de certains partis.

[7] Cf. L. OUALALOU, Au Brésil, « trois cents voleurs avec des titres de docteurs », Monde Diplomatique, nov. 2015, p. 10-11. Très bon article, mais écrit il y a plus de cinq mois, et donc déjà obsolète face à l'actualité, malheureusement.

[8] Ajoutons encore une petite précision : le Congrès est dominé par des personnalités établies depuis des décennies dans la politique brésilienne. Eduardo Cunha était déjà impliqué politiquement en 1982 auprès du PDS ; Renan Calheiros, l'actuel président du sénat, député d'État en 1978, à l'époque de la dictature. Rappelons que la démocratie n'est rétablie au Brésil qu'en 1988. Le PMDB, dont sont membres ces deux personnalités, était le seul parti d'opposition autorisé sous le régime de la dictature, jusqu'en 1985. Il est pratiquement incontournable encore dans la plupart des régions

du Brésil. Son clientélisme ferait passer celui des partis socialistes européens pour de l'amateurisme pur.

[9] La constitution la plus récente a été promulguée en 1988.

[10] Soyons justes: nombre des manifestants, tout de rouge vêtus, appuyaient et appuient toujours le PT, Dilma et Lula. Note du 11 avril 2016: les partis de gauche, y compris ceux qui ne sont pas au pouvoir, continuent, en compagnie de nombreux bloggeurs, activistes, groupes sociaux divers, de participer aux mouvements de refus d'impeachment. Une lecture superficielle de la politique mettrait Marina Silva et son parti Rede dans les exceptions à ce phénomène, mais il faut bien se rendre compte que Marina Silva n'est pas de gauche. "Candidate écologiste", elle est surtout favorable à un rapprochement avec les USA et se positionne farouchement en évangéliste sur le plan sociétal. Par contre, on trouvera avec un certain étonnement une figure très modérée, Ciro Gomes, parmi les opposants à l'Impeachment.

[11] Je ne cache pas qu'une des motivations de l'existence de cet article est de tenter d'enjoindre les médias européens d'utiliser d'autres médias que ceux-ci pour informer leurs auditoires. Note du 11 avril 2016: le mouvement anti-*Globo* populaire au Brésil atteint actuellement des sommets qui m'impressionnent personnellement. Il a toujours été réel, mais il pourrait pour la première fois remettre en question la prédominance de cette famille médiatique brésilienne.

[12] Pour se faire une idée des médias de gauche au Brésil, voir mon article remontant déjà à 2010 : <http://thitho.-allmansland.net/?p=1440> qui ne recouvre pas les publications récentes ni les blogs militants, dont certains sont de hautes qualités.

[13] Je n'insisterai pas ici, quoiqu'il le faudrait, sur le racisme social latent au Brésil, où les classes les plus

élevées ne supportent guère l'idée que les classes les plus pauvres puissent imaginer avoir des droits... Je ne dis même pas des droits égaux, mais simplement des droits à l'expression, à des services...

[14] Note d'actualisation: entre-temps, Lula a été empêché de devenir ministre sur décision du Tribunal Suprême Fédéral. La situation n'est cependant pas tout à fait clarifiée à son sujet.

[15] Note du 11 avril 2016 : les raisons politiques se sont multipliées: on accuse notamment Dilma Rousseff d'avoir manipulé des chiffres pour assurer sa réélection en 2014, mais aussi d'avoir opéré des changements sur le budget de l'État suite à l'aggravation de la crise. Aucune de ces raisons ne semble pourtant justifier, si elles étaient avérées, de procédure d'impeachment. C'est cependant sur celles-ci qu'une Commission du Congrès devait trancher ce 11 avril pour savoir si la procédure va de l'avant ou s'arrête.

[16] Qui fut candidat malheureux contre Dilma aux élections présidentielles en 2014.

[17] Si l'on en croit le décompte de la Police Militaire, curieusement très généreuse.

[18] Les enquêtes ont révélé que les manifestants étaient en moyenne largement plus diplômés que la moyenne des Brésiliens.

[19] Il faut aussi reconnaître que l'apparition de Aécio Neves et Geraldo Alckmin ne fut pas accueillie que par des applaudissements : certains manifestants lancèrent des « voleurs » et des « opportunistes » aux deux représentants du parti d'opposition.

[20] Ce 11 avril, un vote important va avoir lieu pour déterminer si la procédure se poursuit en assemblée plénière du Congrès... ou non. Même si le vote est en faveur de l'impeachment, la procédure n'en est qu'à son début: elle

rejoindra la plénière de l'Assemblée avant, le cas échéant, de se retrouver au sénat.